

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))ECONOMIE GENERALE ([ici](#))

Politique fiscale : le Conseil des affaires d'Etat annonce de nouvelles baisses d'impôt sur les sociétés, notamment pour les institutions étrangères qui investissent dans le marché obligataire domestique

Politique fiscale : le Parlement chinois relève le seuil d'exonération d'impôt sur le revenu de 3 500 RMB à 5 000 RMB

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Réglementation financière : La CBIRC établit clairement trois priorités pour les mois à venir : la prévention et le contrôle des risques financiers, le soutien à l'économie réelle et l'ouverture du secteur financier et détaille son plan d'action concernant l'assainissement du secteur financier.

Marché boursier : la CSRC sollicite les commentaires du public sur les règles proposées pour la connexion des Bourses de Shanghai et de Londres ; l'émission des global depository receipts à la Bourse de Londres par les blue chips chinois sont notamment encouragées

Banques : les quatre grandes banques publiques continuent de se porter bien malgré le processus de désendettement à l'échelle nationale, tandis que les banques de taille moyenne sont confrontées à des défis croissants en matière de gestion des actifs hors bilan et des actifs irrécouvrables

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relations US-Chine : la Chambre de commerce de l'Union européenne a émis une déclaration sur le conflit commercial Chine-USA

Relations US-Chine : éditorial du *People's Daily* par le think-tank du Conseil des Affaires d'Etat

Relations US-Chine : les Etats-Unis imposent des mesures antisubventions provisoires à l'importation de roues en acier chinoises

Belt and Road : établissement d'un « comité d'experts » pour la résolution de différends commerciaux internationaux

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Automobile: Alibaba se lance dans les pièces détachées pour automobiles

TIC: Wilber Ross, le secrétaire du commerce américain, nomme un ancien procureur à la tête du comité chargé de vérifier la conformité des actions de ZTE avec la loi américaine

Tourisme : Les touristes chinois ont effectué plus de 71 millions de voyages à l'étranger au cours des six premiers mois de l'année 2018.

Hôtellerie : fuite de données chez un partenaire chinois d'AccorHotels

HONG KONG et MACAO ([ici](#))

Economie : Hong Kong signe 15 accords de coopération avec la ville de Shanghai.

Macao : La croissance du PIB progresse à un rythme soutenu au 2^e trimestre 2018, à +6% en glissement annuel, en dépit d'un ralentissement par rapport au trimestre précédent (+9,2% en g.a.).

MONGOLIE

Economie : Augmentation annoncée du salaire minimum au 1er janvier 2019, à 320 000 tugriks (MNT)

Economie : Augmentation du salaire des fonctionnaires au 1er septembre 2018

FMI : Le FMI conduit la cinquième revue du programme de Mécanisme élargi de crédit (Extended Fund Facility, EFF)



CONJONCTURE

Retour au sommaire ([ici](#))



ECONOMIE GENERALE

Politique fiscale : le Conseil des affaires d'Etat annonce de nouvelles baisses d'impôt sur les sociétés, notamment pour les institutions étrangères qui investissent dans le marché obligataire domestique

La réunion du Conseil des affaires d'Etat du 30 août 2018 annonce de nouvelles baisses d'impôt sur les sociétés, représentant 45 Mds RMB de charges fiscales en moins cette année, dans le but de soutenir l'activité économique.

Dans le détail, les entreprises dont « la production a été interrompue ou les affaires suspendues dans le cadre de la lutte contre les surcapacités ou de plans de restructuration seront exemptées de taxes foncières (*real estate tax*), ou au moins celles-ci seront abaissées, et d'impôts sur l'utilisation de terrains urbains (*urban land-use tax*) ». Les sociétés d'investissement gérant des fonds de sécurité sociale ou des fonds de pension bénéficieront aussi « d'allègements fiscaux ». Par ailleurs, à partir du 1^{er} septembre et jusqu'à fin 2020, « l'exonération de la TVA sur les revenus d'intérêts sera étendue pour les prêteurs aux micros et petites entreprises, le quota de crédit passant à 10 M RMB » (contre 5 M auparavant). Les autorités annoncent aussi une baisse de la taxe à l'exportation pour certains produits.

En outre, les institutions étrangères « seront exonérées de l'impôt sur les sociétés et de la TVA sur les intérêts de leurs obligations *onshore* » pour les trois prochaines années.

Ces initiatives devraient permettre d'alléger la charge fiscale des entreprises de 45Mds RMB cette année.

Ces annonces font écho à la volonté affirmée des autorités de soutenir l'activité économique par le biais d'une politique fiscale davantage proactive et d'une ouverture asymétrique du compte de capital. Pour mémoire, le marché obligataire chinois fait face à une importante vague de défauts depuis le début de l'année et les mesures de répression contre le « *shadow banking* » ont pesé sur la croissance des agrégats de crédit. A noter, les détenteurs d'obligations de société étaient soumis à un impôt sur le revenu de 10 % et à une TVA de 6 % sur les revenus d'intérêts, les obligations gouvernementales n'étant pas taxées.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Réglementation financière : La CBIRC établit clairement trois priorités pour les mois à venir : la prévention et le contrôle des risques financiers, le soutien à l'économie réelle et l'ouverture du secteur financier et détaille son plan d'action concernant l'assainissement du secteur financier.

La réunion du régulateur bancaire et des assurances (CBIRC) du 29 août 2018 a permis de définir la phase initiale du « Plan d'action pour la prévention et dissolution des risques financiers des trois prochaines années » (*Three Year Action Attack Plan for the Prevention and Dissolution of Financial Risk*), approuvé par Commission de la stabilité et du développement financiers (*Financial Development and Stability Committee*) le 2 juillet. La CBIRC a établi trois priorités, par ordre d'importance : la prévention et le contrôle des risques financiers, le soutien à l'économie réelle et l'ouverture du secteur financier.

Concernant l'assainissement du secteur financier, la CBIRC se concentrera sur quatre points : la finance internet, la bulle du marché immobilier, les créances douteuses (*non performing assets*) et la dette des gouvernements locaux. Les prêts interbancaires, les produits de gestion du patrimoine et les activités passent alors au second plan. Ce changement d'accent est à mettre sur le compte des récents scandales liés aux plateformes de crédit de particulier-à-particulier (cf brève du 6 août 2018) et à l'attention particulière des plus hauts dirigeants envers les dettes cachées des gouvernements locaux.

Dans le détail, la CBIRC « mettra en œuvre consciencieusement les politiques en matière de prévention et résolution des risques liés à la dette cachée des gouvernements » et renforcera la primauté du contrôle de la dette dans l'évaluation des représentants locaux, autrefois évalués sur la performance de la croissance. En ce qui concerne les créances douteuses, la CBIRC a annoncé qu'elle « inciterait les institutions financières et bancaires à dévoiler entièrement et fidèlement la qualité de leurs actifs ». Pour rappel, la CBIRC a imposé de nouveaux standards en matière de reconnaissance de prêts NPL (cf brève du 13 août 2018).

Marché boursier : la CSRC sollicite les commentaires du public sur les règles proposées pour la connexion des Bourses de Shanghai et de Londres ; l'émission des *global depository receipts* à la Bourse de Londres par les *blue chips* chinois sont notamment encouragée

Le régulateur des valeurs mobilières (CSRC) a publié les règles (consultation pour avis) sur les activités d'émission de *depository receipts* (DR) dans le cadre du *Shanghai London Stock Connect* le 31 août et a sollicité les commentaires du publics sur ces règles jusqu'au 15 septembre. Cela marque un progrès important dans la mise en place du programme du *Shanghai London Stock Connect* idéalement avant la fin de cette année. L'objet du programme vise à permettre aux actions cotées à la Bourse de Shanghai et à la Bourse de Londres d'être négociées sur le marché de l'autre grâce à l'émission de DR. Contrairement au *Shanghai Hong Kong Stock Connect* permettant aux investisseurs d'acheter des actions étrangères directement, le *Shanghai London Stock Connect* ne permettrait aux investisseurs que l'achat d'actions étrangères de manière indirecte, sous forme de DR. Selon les règles proposées, via le *Shanghai London Stock Connect*, les entreprises cotées en Chine continentale (A-shares) pourront émettre des *global depository receipts* (GDR) directement pour lever de nouveaux capitaux à la Bourse de Londres ou échanger leurs actions chinoises en GDR pour les négocier à la Bourse de Londres, alors que les entreprises cotées à la Bourse de Londres pourront échanger leurs actions déjà existantes afin d'émettre des *China depository receipts* (CDR) à la Bourse de Shanghai. Le nombre de GDR ou CDR émis par une entreprise sera soumis à un plafond approuvé par la CSRC (sans plus de détail).

Selon la CSRC, les règles détaillées sur les activités de DR du *Shanghai London Stock Connect* seront bientôt publiées par la Bourse de Shanghai ; l'émission de GDR par des entreprises chinoises cotées en Chine continentale de type *blue chip* seront fortement soutenues par les autorités chinoises.

Pour rappel, le CDR fait référence aux titres émis par un dépositaire sur la base des actions étrangères en Chine continentale. Les détenteurs de CDR disposent des droits pécuniaires attachés aux actions étrangères correspondantes (dividendes et/ou gain/perte en capital en cas de cession), mais les droits

de vote continuent d'être exercés par le dépositaire. Ce mécanisme a été dévoilé d'abord par le Conseil des affaires d'Etat (la plus haute instance gouvernementale) en mars de cette année en tant qu'instrument permettant aux investisseurs résidents [en Chine continentale] d'investir dans des actions d'entreprises cotées hors de Chine continentale via les marchés boursiers chinois. Les autorités chinoises espèrent également que les géants de haute-technologie chinois cotés à l'étranger reviendront en Chine afin de profiter de l'essor des secteurs de haute-technologie domestique et du marché boursier chinois (cf. brève du 2 avril 2018).

Banques : les quatre grandes banques publiques continuent de se porter bien malgré le processus du désendettement à l'échelle nationale, tandis que les banques de taille moyenne sont confrontées à des défis croissants en matière de gestion des actifs hors bilan et des actifs irrécouvrables

Selon les rapports semestriels (interim reports), le total de l'actif de l'*Industrial and Commercial Bank of China* (ICBC) a atteint 27300 Mds RMB à la fin de juin 2018, soit une augmentation de 4,7 % par rapport à il y a six mois. Les actifs totaux de l'*Agricultural Bank of China* (ABC), de la *Bank of China* (BoC) et de la *China Construction Bank* (CCB) se sont élevés respectivement à 21 900 Mds RMB, 20 200 Mds RMB et 22 800 Mds RMB, soit une augmentation de 4,1 %, 4,25 % et 3,08 % en six mois.

En termes de profitabilité, les quatre grandes banques chinoises ont réalisé 532,6 Mds RMB de résultat net au S1 2018. Parmi elles, l'ABC a affiché le taux de croissance le plus élevé, à 6,7 % en glissement annuel (g.a.), suivie par la CCB, la BoC et l'ICBC, à 6,3 %, 5,2% et 4,9 % respectivement. Il convient de noter que la croissance rapide du bénéfice net s'explique notamment par l'amélioration de la marge nette d'intérêt au S1 2018. A la fin du mois de juin, les marges nettes d'intérêt de l'ICBC, de l'ABC, de la BoC et de la CCB ont été respectivement de 2,3 %, 2,35 %, 1,88 % et 2,34 %, en hausse de 8 bps, 11 bps, 4 bps et 20 bps.

En ce qui concerne la qualité des actifs, les quatre grandes banques publiques ont annoncé une amélioration du ratio des prêts non-performants (NPL). Le ratio NPL de l'ABC a diminué de 0,19 point de pourcentage au S1 2018 à 1,62 %. La BoC, la CCB et l'ICBC ont vu leur ratio NPL baisser de 0,02, 0,01 et 0,01 point de pourcentage à la même période à 1,43 %, 1,48 % et 1,54 % respectivement. A titre comparatif, selon le régulateur des banques et des assurances (CBIRC), le ratio moyen NPL du secteur bancaire a été de 1,86% à la fin du S1 2018.

Dans un contexte de désendettement à l'échelle nationale qui réduit les canaux de financement hors bilan des banques, les grandes banques publiques ont l'avantage d'une grande base de dépôts et d'un accès privilégié au financement bon marché de la banque centrale chinoise.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGE et POLITIQUE COMMERCIALE

Relations US-Chine : la Chambre de commerce de l'Union européenne a émis une déclaration sur le conflit commercial Chine-USA

Le 24 août, dans le contexte de l'audience publique de l'USTR concernant l'imposition de tarifs de 25% sur 200 Mds\$ d'importations chinoises, la Chambre européenne de commerce en Chine a publié une déclaration faisant état de son positionnement sur le conflit commercial entre la Chine et les USA et l'escalade potentielle des tarifs. Tout en affirmant qu'elle partage beaucoup d'inquiétudes sur certaines pratiques du gouvernement chinois, la chambre européenne émet des réserves quant à l'utilité des tarifs pour résoudre des problèmes complexes tels que les transferts de technologies, les barrières pour l'accès au marché, ainsi que l'existence d'un cadre réglementaire lourd et inéquitable. De plus, la chambre européenne émet sa crainte qu'une escalade des tarifs entre la Chine et les USA pourrait perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales et porter atteinte au commerce international. Selon le Président de la Chambre européenne M. Mats Harborn, *"While we share many of the US' concerns, it is highly problematic that of all the tools that could be utilised to resolve the situation, it is the hammer that is receiving the most use."*

[Lire la déclaration de la Chambre européenne](#)

Relations US-Chine : éditorial du *People's Daily* par le think-tank du Conseil des Affaires d'Etat

Mercredi 29 août, Long Guoqiang, Directeur adjoint du think-tank de Centre des Recherches sur le Développement affilié au Conseil des Affaires d'Etat a publié un éditorial dans le journal officiel « *People's Daily* », pour analyser les tensions commerciales actuelles entre la Chine et les Etats-Unis. Dans la première partie, l'éditorial souligne que la coopération économique entre ces deux pays est essentiellement une relation de gagnant-gagnant avec une bonne complémentarité : la Chine possède des atouts dans les industries qui sont intensives en main-œuvre et dans l'exportation des biens, alors que les Etats-Unis profitent des avantages dans les secteurs de la haute technologie ainsi que dans l'exportation des services vis-à-vis la Chine. Par ailleurs, selon M. Long Guoqiang, l'actuel déficit commercial subi par les Etats-Unis par rapport à la Chine est d'une part le résultat naturel des avantages respectifs de ces deux pays, d'autre part la conséquence des politiques internes menées par le gouvernement américain. Les politiques de contrôle des exportations des Etats-Unis vis-à-vis la Chine ont, selon l'auteur, empêché l'accès au marché chinois pour certains produits américains de la haute technologie.

Dans la deuxième partie de l'éditorial, M. Long Guoqiang juge que les Etats-Unis ont provoqué la guerre commerciale afin de poursuivre trois objectifs : 1. L'ouverture du marché chinois par la méthode de *bullying* économique, en particulier en abusant la notion de la « réciprocité », qui essentiellement demande le même niveau de l'ouverture du marché pour les pays développés et les pays en voie de

développement, au détriment des intérêts de ces derniers ; 2. L'endiguement géopolitique ; 3. La stigmatisation du modèle économique chinois (d'où les critiques de *Made in China 2025* et du rôle des entreprises d'Etat).

Dans la troisième partie, M. Long Guoqiang propose des mesures de court et de long terme pour surmonter le défi de la guerre commerciale. Dans le court terme, l'impact des tarifs sur 50 Md\$ est estimé représenter une baisse de 0,1% du PIB chinois, pourtant, l'auteur estime que le véritable impact négatif risque d'être plus considérable. Par conséquent, il plaide pour une diversification géographique du commerce extérieur chinois et un appui particulier aux « victimes » de la guerre commerciale (salariés licenciés en particulier). Sur le plus long terme, la Chine doit poursuivre sa stratégie tout en évitant les erreurs commises par le Japon (économie de « bulles ») et l'URSS (course à l'armement) sous la pression des Etats-Unis dans l'histoire récente.

Relations US-Chine : les Etats-Unis imposent des mesures antisubventions provisoires à l'importation de roues en acier chinoises

Lundi 27 août, le Département du commerce américain a annoncé qu'il imposera des mesures antisubventions provisoires sur certaines roues en acier importées de Chine, conformément à sa détermination préliminaire que ces dernières ont été subventionnées à un niveau variant entre 59% et 172.5% de leur coût. Les exportations de roues en acier de la Chine vers les Etats-Unis ont atteint la valeur de 388 millions USD en 2017 selon les estimations américaines. Les déterminations définitives de cette enquête seront annoncées par le DoC avant le 7 janvier 2019.

Relations UE-Chine : la Chine se réjouit de l'exportations des mesures d'anti-dumping et d'antisubventions de l'UE contre les produits photovoltaïques chinois

Vendredi le 31 août, la Commission européenne a annoncé que les mesures anti-dumping et antisubventions contre les produits photovoltaïques chinois parviendraient à expiration au 3 septembre. Le 1er septembre, le *Mofcom* a publié un communiqué se félicitant de cette annonce. Selon le porte-parole du *Mofcom*, il s'agit du « *résultat des efforts conjoints menés par les gouvernements et les industries suite aux inquiétudes formulées par les deux parties à haut niveau* », ainsi qu'un « *cas exemplaire de résolution des frictions commerciales par le biais de la négociation* ». De plus, le *Mofcom* a souligné le rôle positif des produits photovoltaïques dans la réduction des émissions de gaz à l'effet de serre ainsi que dans la lutte contre le changement climatique, objectif commun de l'UE et de la Chine.

[Le communiqué de la Commission européenne](#)

Belt and Road : établissement d'un « comité d'experts » pour la résolution de différends commerciaux internationaux



Le 24 août, la Cour Suprême Populaire a annoncé l'établissement d'un « comité d'experts » du commerce international, dont la mission première sera d'appuyer le règlement des différends dans le cadre des « cours commerciales internationales » mises en place en juin 2018. Les membres dans ce comité d'experts pourront avoir un rôle de consultant, notamment dans le cadre d'arbitrages, ou de médiateur. Pour rappel, deux « cours commerciales internationales chinoises », respectivement à Shenzhen et à Xi'an, ont été établies le 27 juin 2018 sous l'égide de la SPC, dans le but affiché de créer un climat des affaires stable, équitable et transparent, ainsi que pour soutenir la construction de la BRI sur le plan juridique. Parmi le premier groupe des 32 experts qui viennent être nommés par la SPC, se trouvent certaines grandes figures de l'arbitrage international comme Emmanuel Gaillard, Gary Born, et George Bermann.

[Liste des 32 experts du comité](#)

INDUSTRIES ET NUMERIQUE

Automobile: Alibaba se lance dans les pièces détachées pour automobiles

Alibaba a annoncé la création d'une JV avec Zhejiang Jingu, un fournisseur de pièces détachées pour automobiles. Ce dernier approvisionne actuellement des entreprises telles que General Motors et Volkswagen. Alibaba sera le principal actionnaire de la nouvelle JV.

L'objectif des deux entreprises est de combiner leurs expertises afin d'offrir une meilleure traçabilité des produits ainsi qu'un meilleur service. A titre d'exemple, des codes-barres seront mis sur chaque pièce afin que le consommateur puisse en les scannant authentifier le produit.

Selon Ipsos, l'âge moyen des véhicules en Chine devrait atteindre 5 ans en 2018. L'entreprise souligne qu'un exercice de comparaison internationale permet d'anticiper un développement exponentiel du marché des pièces détachées. Ipsos estime qu'entre 2015 et 2020 il devrait connaître une croissance annuelle de 12,7% pour atteindre 124 Mds USD (106 Mds EUR).

TIC: Wilber Ross, le secrétaire du commerce américain, nomme un ancien procureur à la tête du comité chargé de vérifier la conformité des actions de ZTE avec la loi américaine

Cette mesure prise par le secrétaire du commerce américain s'inscrit dans l'accord qui a été conclu au mois de juin afin de mettre fin aux sanctions américaines visant l'équipementier chinois. Pour mémoire, mi-avril, les autorités américaines avaient interdit à ZTE d'importer des composants d'entreprises américaines pour violation des embargos américains sur la Corée du Nord et l'Iran. En échange de la levée des sanctions, l'accord du mois de juin prévoyait le paiement d'une amende d'1,3 Mds de USD (0,8 Mds EUR), la refonte de la direction de ZTE et la mise sous séquestre de 400 M USD (342 M EUR) immédiatement utilisables en cas de violation du nouvel accord. Ce dernier imposait également la mise en place d'une équipe sélectionnée par le département au Commerce chargée de surveiller les mesures prises par ZTE pour se mettre en conformité avec la législation américaine. Cette équipe sera menée par l'ancien avocat Roscoe Howard qui rendra compte au Bureau charge de l'industrie et de la sécurité, dépendant du département au commerce, et ce pendant 10 ans. M. Howard est un avocat ayant travaillé pour le département de la justice américaine sous les administrations de Bill Clinton et George H. W. Bush.

Tourisme : Les touristes chinois ont effectué plus de 71 millions de voyages à l'étranger au cours des six premiers mois de l'année 2018.

Ce chiffre a été publié par l'Académie du tourisme en Chine qui dépend du Ministère du tourisme et de la culture. Il représente une hausse de 15% par rapport à la même période en 2017. Les destinations privilégiées se situent en Asie avec en tête : Hongkong et Macao, la Thaïlande – où se développe un tourisme médical –, le Japon, le Vietnam, Singapour et la Malaisie. Selon Atout France, la France devrait s'afficher comme la première destination européenne avec 2,3 millions de touristes chinois en 2018 (contre 600 000 en 2010).

Le potentiel de croissance du tourisme chinois à l'étranger reste encore important. Selon l'Académie du tourisme, en 2018, le marché du tourisme à l'étranger devrait maintenir une croissance à 2 chiffres. En 2017, les touristes chinois ont dépensé 258 Mds USD (220 Mds EUR) lors de leurs voyages à l'étranger. Les pays hôtes multiplient leurs efforts pour attirer cette nouvelle clientèle. Cette semaine la Croatie et la Slovénie viennent d'obtenir des fonds de la *European Travel Commission* pour leur programme de promotion destiné au marché chinois: *Experience Croatia* et *Feel Slovenia*.



Consciente de l'importance du tourisme chinois pour l'économie de certains pays, la Chine n'hésite pas à utiliser le tourisme comme moyen de pression. Ainsi entre mars et novembre 2017, elle avait interdit l'envoi de groupes de touristes chinois en Corée du Sud. Une mesure prise en représailles à la décision de Séoul de déployer un système antimissile américain.

Hôtellerie : fuite de données chez un partenaire chinois d'AccorHotels

La police de Shanghai a indiqué avoir ouvert une enquête sur une fuite de données personnelles chez l'hôtelier chinois Huazhu Group, coté au Nasdaq et partenaire du groupe français AccorHotels. Selon des médias chinois, les données qui auraient été vendues sur internet comprenaient notamment des informations de pièces d'identité, des dossiers, des noms, des numéros de téléphone ou encore des adresses courriels de clients.

Fondé en 2005, Huazhu se classe au 12e rang mondial des groupes hôteliers. Le groupe possède et exploite actuellement plus de 3000 hôtels dans plus de 350 villes en Chine. Parmi eux figurent des établissements de marques Ibis et Mercure, appartenant à AccorHotels. La compagnie basée à Shanghai avait noué une alliance avec l'hôtelier français en 2014 afin d'aider ce dernier à percer sur le marché chinois. En mai 2018, le groupe chinois est entré au capital d'AccorHotels à la hauteur de 4,5%.

Retour au sommaire ([ici](#))

Environnement, énergie, transports, BTP



Hong Kong et Macao

Economie : Hong Kong signe 15 accords de coopération avec la ville de Shanghai.

Ces accords, signés à l'occasion d'une rencontre à Hong Kong entre la Cheffe de l'exécutif Carrie Lam et Ying Yong, maire de Shanghai, concernent les domaines économique, financier, culturel et académique. Une « semaine de Hong Kong » (« Hong Kong week ») sera organisée à Shanghai en 2019, et une « semaine de Shanghai » dans la Région administrative spéciale en 2020. Sans mentionner la compétition entre Hong Kong et Shanghai, respectivement 1^{er} et 5^e port mondial pour le trafic de conteneurs, dans les domaines de la logistique et de la finance, Carrie Lam a au contraire insisté lors de la rencontre sur le renforcement des liens économiques et financiers qui a eu lieu entre les deux villes dans les cinq dernières années : le nombre de projets d'investissement d'entreprises hongkongaises à Shanghai est passé de 22 000 à 29 000 et le nombre d'entreprises dont le siège est localisé à Shanghai et qui sont cotées à la bourse de Hong Kong sont passées de 80 à 110.

Macao : La croissance du PIB progresse à un rythme soutenu au 2^e trimestre 2018, à +6% en glissement annuel, en dépit d'un ralentissement par rapport au trimestre précédent (+9,2% en g.a.).

Après deux années de correction brutale liée à l'effondrement des revenus de l'industrie du jeu, en lien avec la politique anticorruption du gouvernement central chinois, qui s'est traduite par une contraction du PIB de -21,5% en 2015 et -2,1% en 2016, l'économie macanaise a vigoureusement redémarré en 2017 avec une hausse du PIB en volume de +9,1%, une tendance qui s'est poursuivie au T1-2018. Le léger ralentissement du rythme de croissance observé au T2-2018 est principalement dû à une chute de l'investissement (-11,9% contre -1,9% au T1 2018). Une progression des investissements dans les équipements (+7,4%) n'a pu compenser un effondrement des investissements dans le secteur de la construction (-22%). La croissance des exportations de services demeure, malgré un léger ralentissement, le principal moteur de l'activité (+13% contre +16% au T1-2018), notamment les exportations de services liés au jeu (+13,7%) et les autres services touristiques (+13%). La consommation privée est en hausse de 5,3% en glissement annuel, contre 4,8% au T1-2018, reflet d'un taux de chômage très bas (1,9% en avril 2018) et de la hausse du nombre de touristes. Sur l'ensemble du premier semestre, la croissance du PIB de Macao s'élève à 7,6% (en g.a.).

Retour au sommaire ([ici](#))

MONGOLIE :

Augmentation annoncée du salaire minimum au 1er janvier 2019, à 320 000 tugriks (MNT)

Suite à des négociations menées avec les syndicats et les employeurs, le ministère du Travail et de la Protection sociale a annoncé une hausse du salaire minimum au 1er janvier 2019. Le salaire minimum passera de 240 000 Tugriks (97,4 USD) à 320 000 Tugriks (129,8 USD). La dernière hausse remonte à janvier 2017 après 4 années de stagnation à 192 000 MNT. La Mongolie compte 3,1 millions d'habitants en 2017, dont 2 millions en âge de travailler. Sur la population de 1,3 million d'actifs enregistrés en 2017, 8% perçoivent le salaire minimum.

Augmentation du salaire des fonctionnaires au 1er septembre 2018

Au 1er septembre 2018, 173 000 fonctionnaires du gouvernement mongol recevront une hausse de salaire allant de 8 à 30%. Cette hausse a fait l'objet de discussions préalables avec le FMI, lors de la cinquième revue conduite en juillet/août 2018. Les salaires des fonctionnaires n'ont connu aucune hausse depuis 4 ans. Une deuxième augmentation, corrélée à l'inflation, pourrait intervenir courant 2019. La Mongolie compte 192 500 fonctionnaires, soit 15,2% de la population active (et 6% de la population totale). Ce ratio est considéré comme satisfaisant s'agissant d'un pays issu du bloc soviétique il y a moins de 30 ans.

Le FMI conduit la cinquième revue du programme de Mécanisme élargi de crédit (Extended Fund Facility, EFF)

La cinquième revue du programme EFF du FMI s'est déroulée à Oulan-Bator du 25 juillet au 6 août 2018. Dans son communiqué, le chef de mission Geoff Gottlieb indique : « La mission a tenu des discussions fructueuses avec les autorités sur les politiques à mettre en œuvre dans le cadre de cette cinquième revue du programme EFF. Les résultats macroéconomiques récents sont solides, les principaux objectifs ont été atteints, la croissance progresse mais des vulnérabilités subsistent. Des progrès significatifs ont été fait en particulier s'agissant des réformes structurelles et des politiques visant à rétablir et renforcer le secteur financier » .

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianzulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : François Chimits, Rodolphe Girault et Yongyou Tang

Revu par : David Karmouni et Yann Pouëzat

Responsable de publication : Philippe Bouyoux